



L'Année Internationale des Agricultures Familiales : Au delà de l'opération de communication, des engagements politiques forts attendus !

Nous ne pouvons que nous réjouir que l'année 2014 ait été déclarée par les Nations Unies, Année internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), grâce à une forte mobilisation de la société civile et des organisations paysannes. Mais elle ne représentera une opportunité pour les agricultures familiales paysannes que si elle est avant tout l'année de décisions politiques courageuses pour lutter contre toutes les formes d'exclusion qui les frappent plus que jamais, partout dans le monde.

La "modernité" des agricultures familiales paysannes rendue visible

L'AIAF 2014 est sans nul doute une opportunité pour remettre l'agriculture familiale paysanne au cœur du débat public et rappeler qu'elle est bien plus qu'un simple modèle d'économie agricole. L'agriculture familiale paysanne est la base historique du développement de tous les pays développés, pourtant, aujourd'hui, sur les 842 millions de personnes qui souffrent de la faim, les trois quarts sont des paysans et paysannes. Et malgré les multiples formes d'exclusions qui la frappe elle produit aujourd'hui 70% de l'alimentation mondiale, fournit plus de 60% de l'emploi dans les pays les moins avancés et reste garante de la plus grande biodiversité. L'agriculture familiale paysanne est le choix incontournable pour relever tous les défis majeurs du 21ème siècle : alimentation, climat, énergie, environnement, emploi.

Nous ne doutons pas que cette vérité sera largement rappelée et médiatisée tout au long de l'année. Preuve en est : la mention que « la France promet une agriculture familiale, productrice de richesses et d'emplois, soutenant la production vivrière et respectueuse des écosystèmes et de la biodiversité » dans la Loi d'Orientation et de Programmation relative à la politique de développement et de la solidarité internationale, récemment adoptée par l'Assemblée Nationale en première lecture. **Mais la reconnaître n'est pas suffisant !**

Les atteintes contre l'agriculture familiale paysanne augmentent :

L'accaparement des terres, de l'eau, des forêts... et l'éviction des populations paysannes au profit des monocultures (soja, palmier à huile, etc) ou de l'industrie minière vont en s'accroissant. Politiques de sécurisation de l'approvisionnement en aliments et en eau, des pays dits développés, dynamiques transnationales d'investissement, mais aussi spéculation foncière et politiques favorables à la production d'agrocarburants, sont autant de causes qui, alliées à la fragilité des cadres institutionnels et juridiques des pays concernés et souvent, la complaisance de leurs dirigeants ; favorisent ces accaparements.

Les règles inadaptées du commerce international privent les PMA d'adopter des mesures de protection de marchés régionaux comme celles qu'avaient choisi l'Europe en son temps pour défendre sa propre agriculture ! Les négociations d'accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays d'Afrique Caraïbes et Pacifique, en passe d'être conclus après dix ans de blocage, ne sont pas rassurantes. Une fois ratifiés, les APE imposeront à ces pays d'ouvrir davantage

leurs marchés à l'UE avec le risque d'une invasion massive de produits alimentaires européens, aux dépens des petits producteurs et de la sécurité alimentaire.

Enfin, derrière les discours de façade, **les agricultures familiales sont bien souvent mises à l'écart des politiques publiques.** Nombreux sont les dirigeants des pays en développement qui courent aujourd'hui après **l'investissement du secteur privé marchand**, un nouveau "mirage" pour relever le défi de la productivité et de la performance économique du secteur agricole, et un courant dominant que relayent fortement les organisations internationales. Or le danger est grand que certaines entreprises réduisent le rôle des paysans à la seule dimension de producteurs de matières premières sous contrat, au bénéfice de leurs actionnaires avant tout. Symbole de cette dangereuse tendance : la **"Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la nutrition"**, lancée en 2012 par le G8 et à laquelle la France s'est associée, avec pour objectif louable d'éradiquer la faim dans 10 pays¹ d'Afrique. En favorisant, grâce à du soutien public, l'afflux de nouveaux capitaux privés et sans régulation suffisante, cette initiative a toute les chances de contribuer à l'éviction des paysannes et des paysans, à l'accaparement des terres et à l'expansion de modèles de production très éloignés de l'agroécologie.

Des décisions politiques fortes sont absolument nécessaires : Action contre la faim, Agronomes et Vétérinaires sans frontières, AGTER, le CCFD Terre Solidaire, le CFSI, le Gret, Oxfam France, Peuples Solidaires, Réseau Foi et Justice Afrique Europe et la Confédération Paysanne, réaffirment à l'ouverture de cette année internationale, nos propositions en faveur des agricultures familiales et paysannes.

Nous demandons au Gouvernement français d'agir dans les enceintes internationales (Nations Unies - CSA, COP Climat, OMC - Union Européenne, G8, G20) pour que l'AIAF débouche sur les décisions politiques indispensables pour faire de celles-ci, un pilier d'un développement équitable et d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. La France peut et doit :

1. Créer des instruments de coercition contre l'accaparement des terres et l'éviction des paysannes et paysans. La mise en œuvre des Directives volontaires sur le foncier de la FAO doit passer par un chantier international en vue d'instaurer des règles obligatoires incontournables et des instances de recours contre toute forme d'investissement qui contribue à la violation des droits fondamentaux des paysannes et des paysans.
2. Œuvrer pour le report des Accords de partenariat économique (APE) Europe-Afrique-Caraïbe-Pacifique au-delà du 1er octobre 2014 et soutenir les processus d'intégration régionale favorables à la protection et à l'essor des agricultures familiales et des filières locales, en particulier en Afrique. Plus généralement, mettre fin aux politiques commerciales de libre échange qui condamnent à terme l'agriculture familiale paysanne et la souveraineté alimentaire des pays concernés notamment dans les processus de négociations Européens en cours avec l'Inde, la Chine, les pays méditerranéens et l'Amérique latine.
3. Remettre en cause les leviers d'action de la mal-nommée « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » du G8 afin que soient soutenus, non pas des entreprises d'exploitation agro-industrielle à grande échelle, mais des programmes d'investissement et des politiques publiques foncières, agricoles et commerciales qui permettent aux agricultures familiales paysannes de révéler tout leur potentiel pour la souveraineté alimentaire et la nutrition ;
4. S'assurer que les futurs Objectifs du développement durable en matière d'agriculture et d'alimentation soutiennent clairement les agricultures familiales paysannes ;
5. Soutenir l'agriculture familiale paysanne comme un secteur prioritaire pour la recherche et les financements en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique lors des futures Conférences sur le climat au Pérou en 2014 et en France en 2015, plutôt qu'une *Climate Smart Agriculture* vantée par la FAO mais dont les contours flous laissent la porte

1 2012 : Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Mozambique, Tanzanie - 2013 : Malawi, Nigeria, Bénin – Sénégal annoncé
2

ouverte à des modèles d'agriculture polluants et excluants.

6. Revoir sa position et soutenir le travail des Nations Unies sur les droits des paysans et des paysannes.

Derrière les événements « AIAF 2014 », se joue l'avenir de la société que nous souhaitons et de ces hommes et femmes qui ont jusqu'à aujourd'hui nourri et peuvent toujours nourrir l'humanité. L'AIAF permettra sans doute de sortir l'agriculture familiale d'une image archaïque et d'en montrer toute la modernité et la diversité pour répondre aux défis du XXI^{ème} siècle.

Mais communiquer n'est pas agir ! Sans actes forts posés et sans engagements pris au niveau international, l'AIAF ne sera qu'un effet vitrine et laissera libre champ aux processus d'exclusion en cours. **Nous prenons donc acte des initiatives françaises et en dresserons le bilan à l'issue de cette année.**